

Tribune libre

MOUVEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES VILLES SOUS-PRÉFECTURES

« Les élites et dirigeants font une erreur de diagnostic »

Le Rassemblement national est arrivé en tête dans 93 % des communes françaises à l'issue des élections européennes. Sur tout le territoire, excepté l'Ile-de-France... La fracture territoriale est aujourd'hui totale ; elle est électorale et donc politique ; elle s'est encore fortement amplifiée entre les métropoles urbaines et le reste de la France. Ces résultats nous attristent, mais ne nous étonnent pas. Nous comprenons ce goût amer des électeurs de « province », qui ne sont pas entendus, et ce depuis de trop nombreuses années. C'est l'échec du gouvernement Macron. Cela ne doit pas amener les territoires à souffrir plus encore, avec l'extrême droite qui arriverait au pouvoir. Pourtant, cette folle dissolution, décidée par le président de la République, contraint les communes à organiser des élections dans l'urgence. Beaucoup de villes ont à cette période des festivals, des fêtes...

sans parler des épreuves des Jeux olympiques et paralympiques et le passage de la flamme pour certaines d'entre elles.

Quelle considération de nos élites pour ces territoires ? Aucune.

Ce vote révèle un réel sentiment d'abandon des habitants des villes sous-préfectures (fermeture de maternités, des trains et TER qui ne fonctionnent pas, insécurité grandissante, peu de cadres et CSP + qui habitent dans les villes sous-préfectures, longs trajets pour travailler, etc.). Elles ne se sentent pas

considérées (« du bétail », de la bouche des principaux intéressés). Les Gilets jaunes, la réforme des retraites, les prix des énergies... ont entraîné des mobilisations sans précédent des Français.

Rebond républicain

Pourtant, comme toujours, aucune leçon n'a été retenue, effacée par un « Grand débat » dont les cahiers de doléances n'ont même pas été étudiés, balayée par des 49.3. Abandonnés par leur gouvernement, les territoires ne peuvent plus compter que sur les investisseurs étrangers pour se développer...

Les revendications sont pourtant toujours les mêmes : de la considération, un accès égalitaire à des services publics de qualité, efficaces. L'aveuglement des élites et des dirigeants est frappant : pour eux, il semblerait que le citoyen doit s'adapter à leurs politiques, et non l'inverse. Cela fait plusieurs années que le Mouvement pour le développement des villes sous-préfectures alerte sur les difficultés de ces villes qui nourrissent le vote RN. Nous avons organisé plus de 100 rendez-vous avec les décideurs et responsables politiques nationaux. Nous avons présenté notre diagnostic. Nous sommes accueillis, écoutés poliment,

mais aucune action concrète n'a été entreprise afin de reconquérir notre pays et de refaire Nation. Ils ne comprennent pas. Ils gouvernent un pays qu'ils ne veulent pas connaître. Nous souhaitons l'émergence d'une force républicaine alternative pour les élections législatives à venir. Le nouveau gouvernement doit initier un rebond républicain, proposer un plan d'actions puissant, efficace et structurant pour les 235 villes sous-préfectures. Il doit irriguer tout le territoire, en collaboration directe avec les maires et les habitants. Il faut une politique progressiste et volontariste, des mesures simples et de bon sens qui pourraient être initiées dès le lendemain des élections : sur le plan

industriel, une centaine d'hectares constructibles dans chaque ville sous-préfecture est nécessaire pour (re)développer ces piliers de notre République ; des contrats de plan État - villes sous-préfectures structurants doivent être définis, avec des objectifs clairs ; un comité stratégique, regroupant les 235 sous-préfets, permettrait de partager réussites et bonnes pratiques. Il faut faciliter les actions des élus locaux, et arrêter de les entraver. Paris doit s'appuyer sur les territoires pour ne pas perdre notre République !
> Les propos, remarques et commentaires exprimés dans les tribunes libres que nous publions n'engagent que leurs auteurs.



« Ce vote révèle un réel sentiment d'abandon »

On l'a lu, on vous en parle

Les Naufrageurs, par Nathalie Schuck

« D'un côté, des électeurs désabusés, résignés à l'idée que leurs représentants ne peuvent plus rien pour eux et qu'ils traitent d'incapables. De l'autre, des élus au bord du burn-out, qui se sont eux-mêmes rognés les ailes à force de réformes électoralistes ayant conduit à un affaissement inédit du niveau de la classe politique. Un grand divorce qui, si l'on n'y prend garde, pourrait nous mener droit dans l'abîme ! » Ces phrases, extraites des *Naufrageurs* de Nathalie Schuck, ont été publiées le 16 mai. Elles auraient pu être écrites hier matin, tant elles collent à l'actualité grand-guignolesque de ces derniers jours. La journaliste du *Point* décrypte les circonstances qui ont conduit à la situation actuelle. Et cite notamment Thierry Mariani, tête de liste RN aux Régionales en 2021 : « Un député, aujourd'hui, est entre le dealer et la prostituée ».

« Serait-ce la dernière gare avant l'avènement en France des populistes ou une explosion sociale paroxystique ? interroge l'enquêtrice. Il est minuit moins le quart avant le naufrage. »

L. P.



Les Naufrageurs - comment ils ont tué la politique, par Nathalie Schuck, Éditions Robert Laffont, 232 pages, 19 euros.

Débat : Emmanuel Macron a-t-il eu raison de dissoudre l'Assemblée ?

L'annonce inattendue de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République a surpris tout le monde, dimanche dernier. Mais vous, qu'en pensez-vous ? À 62 % vous lui donnez raison, ce qui ne veut pas dire que vous soutenez sa politique...

● Pat Méditerranée : « Une situation plus claire »

« Il est vrai qu'avec ces résultats, il lui aurait été difficile de soutenir quoi que ce soit, surtout dans sa trajectoire fédéraliste bien peu soutenue par les Français ! En effet, la situation sera plus claire, pas nécessairement celle qu'il aurait souhaitée, mais plus claire. Maintenant, aux électeurs de savoir ce qu'ils veulent et d'agir en conséquence. »

● Colette D. : « Un risque courageux »

« C'est un risque courageux, mais les demi-mesures n'ont pas réussi



À 62 %, vous considérez positivement la dissolution de l'Assemblée par le président de la République. (Photo DR)

à faire le respect des institutions. L'Assemblée nationale est dégenérée, avec des extrémistes incapables, agressifs et violents, loin des réalités d'un débat démocratique ! Penser que la violence de la rue, c'est de la politique, est proche du terrorisme. Je ne fais pas partie de leur « pauvre peuple » et je suis fière d'être en Marche pour notre chère France dans l'Europe ! Nous avons un excellent président de la République avec une équipe fidèle, simple et travailleuse ! »

● Daniel Perotto : « Sa politique a été rejetée »

« Sa politique a été rejetée par un grand nombre de patriotes !!! Malheureusement, une grande partie d'entre eux ont fait le mauvais choix... Il faut dès à présent que les forces démocratiques de gauche s'unissent pour rééquilibrer l'Assemblée nationale. La droite « républicaine, comme disait l'autre », a choisi de s'allier avec son extrême ! Donc, les camps sont désormais très clairs. »

● Max Flasqueur : « Reprendre la main »

« Avec une majorité à 14 %, le peuple doit reprendre la main. »

● Didier Raulot : « Le problème, c'est lui ! »

« Il n'avait pas de majorité absolue et aucun parti n'aura la majorité absolue, le pays va devenir ingouvernable. Il aurait été préférable qu'il démissionne, car le problème, c'est lui ! »